Numéro 109
Mardi
18 mars 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Elections partielles : si la gauche stagne, c'est que le P.c recule • Crise généralisée : impuissance du libéralisme • Chômage : + 0,8% en février • La Bretagne trop pleine d'énergie, nucléaire à Plogoff, pétrolière à Roscoff • Industrie du disque : crise et chômage • Chelles : le racisme s'étale en tout impunité • A Reims, Peyrefitte abuse de la confiance des magistrats

Transparence bien ordonnée commence par soi-même

A trop vouloir prouver on ne prouve rien. A ne rien vouloir prouver on prouve le contraite. Le « cinéma » des dirigeants communistes, de leur presse depuis huit jours touche à l'indécence. C'est mal défendre celui des leurs qui se trouve accusé à tort ou à raison que d'accuser tout le monde. Comme si cela devait le disculper.

Si l'intéressé considère qu'il y a des réponses à donner, qu'il les donne. S'il considère qu'il n'a pas à répondre aux machinations qui le visent, c'est son affaire. Pour leur part les socialistes ne lui demandent rien. Ils demandent seulement que le P.c n'utilise pas à son tour - comme il a entrepris de le faire - les mêmes procédés qu'il condamne lorsqu'ils sont employés contre lui.

Ni la direction ni aucun des responsables du P.s n'a pris position dans le procès actuellement fait à Georges Marchais. De nombreux commentateurs d'ailleurs le leur reprochent. En évoquant je ne sais quelle complicité du silence de la soi-disant « classe politique ».

La raison de cette réserve est tout-autre : ainsi que cela a été dit et répété, les socialistes ont une autre idée des formes selon lesquelles il convient de conduire leur action politique. Ils excluent de ce champ les faits et gestes recherchés dans le passé vieux de près de 40 ans d'un homme qui n'exercait à l'époque aucune responsabilité ni dans l'Etat ni dans son parti, et qui n'est devenu un personnage public que beaucoup plus tard.

Ne pas confondre les rôles

Si des imprécisions, un certain flou, et éventuellement des moments un peu troubles dans ce pasé peuvent poser des problèmes, c'est aux dirigeants et aux militants communistes et à eux seuls de s'en saisir et de les traiter. C'est eux et personne d'autre qui ont désigné leur secrétaire général, qui n'a pas d'autre fonctions aujourd'hui dans la vie nationale que celles qu'ils lui ont confié.

Bien entendu le fait que Georges Marchais soit un des probables candidats à l'élection présidentielle, l'expose comme tous les autres - à toutes les attaques. Et justifie tout à fait la curiosité des journalistes.

Il ne doit y avoir là-dessus aucune confusion : nous avons toujours estimé qu'ils faisaient leur métier, en traquant la vérité. Mais ils comprendront que nous n'avons pas à confondre notre rôle avec le leur. Ni avec ceui de la police.

Aux journalistes d'enquêter et d'interroger. A chaque homme politique de répondre... pour lui même mais pas pour les autres. C'est ce qu'ont dit les socialistes qui se sont exprimés, Gaston Defferre et François Mitterand. Ils n'ont porté aucune accusation. Ils ont seulement déclaré être pour leur part, prêts à donner toutes précisions sur tout ce qu'ils ont fait à tout moment. En acceptant donc la proposition de commission d'enquête de Georges Marchais, bien qu'elle leur apparaisse comme une habileté de sa part pour éviter d'avoir lui-même à donner les explications qu'on lui réclame.

François Mitterrand a même déclaré jeudi, au cours d'un entretien informel avec la presse, qu'il était prêt à fournir, pour toute la durée de la guerre, l'indication précise des lieux où il se trouvait et de ce qu'il faisait mois par mois en produisant toutes les preuves par documents et témoignages depuis sa capture au front et son évasion d'un camp de prisonniers en Allemagne, en passant par la clandestinité en France, Londres Alger, la Résistance, sa nomination par le Général de Gaulle à l'Assemblée constituante provisoire puis au gouvernement, jusqu'au premier Conseil des ministres au lendemain de la libération de Paris.

Tous ceux qui n'ont rien à cacher peuvent en faire autant. Celui qui est mis en doute devrait commencer. Plutôt que d'attendre en exigeant que les autres commencent. Transparence bien ordonnée commence par soi-même.

Georges Fillioud

épingle

«Je crois - même si cela n'a pas été mon cas et je le déplore - qu'on peut-être à la fois un premier ministre et un humoriste».

Michel Debré, à propos de Raymond Barre - Club de la Presse.

La Bretagne assiégée

Une Bretagne cernée de tous les côtés. C'est l'impression que nous avons eue dimanche soir en regardant le journal télévisé.

Au moment où à l'extrême pointe d'Armorique, 40.000 manifestants venaient renforcer le combat des habitants de Plogoff, au Nord le pétrole débarquait le long de côtes non gardées et s'infiltrait sans rencontrer de résistance. De ces deux images on retient des impressions contrastées. A la Pointe du Raz, les Bretons savent pourquoi ils se battent, contre quoi ils se battent. Lundi midi une mère de famille de Plogoff est venue en témoigner à A 2.

Mais contre la pollution noire qui revient à chaque marée, le courage breton en prend un coup. Le coupable est aussi fluide que les hydrocarbures.

Deux aspects d'une même réalité tragique de l'évolution des temps. Chacun des deux nous concerne.

La noire marée du ras le bol

Désarroi ? Ras-le-bol ?

Comme le crachin couvre Brest d'un lourd manteau de plomb, les marées noires successives semblent peser sur la tête des Bretons, comme le poids démesuré d'une fatalité, ajoutée à l'indifférence du reste du monde.

Témoin de leur lassitude : la presse a partout relevé le manque de volontaires pour nettoyer les plages, notant que même les agriculteurs avaient pris, ce dimanche, une journée de repos emportant leurs précieuses «tonnes à lisier». Le problème ne fait pourtant que croître.

Sept mille tonnes ont déjà été grattées sur les plages et les rochers. On estimait hier que la zone touchée allait du Cap Fréhel (Est de la baie de Saint Brieuc) à Roscoff, soit plus de 150 km à vol d'oiseau, mais

(suite page 2)

Nous n'avons pas fini d'aller à Plogoff

L'enquête «d'utilité publique» s'est achevée, à Plogoff, dans les conditions que l'on sait. Et le succès de la manifestation organisée dimanche à la pointe du Raz, loin de marquer une fin, annonce une relance de l'action contre le projet d'implantation.

Ainsi, en trois semaines et par la volonté de ses habitants, Plogoff est devenu pour la France entière le symbole de la lutte de toute une population contre la volonté du pouvoir d'imposer par la force sa politique du tout-nucléaire.

Après certaines déclarations, émanant notamment des milieux écologistes, il est bon de rappeler aujourd'hui que les partis politiques ont bel et bien joué leur rôle dans ce processus de mobilisation, et que parmi ceux-ci le Parti socialiste a été la seule grande formation de l'opposition à manifester une présence constante, concrète, et offensive.

Les partis de la droite au pouvoir étaient représentés à Plogoff : par les hommes casqués et bottés chargés de donner vie pendant ces trois semaines à la fiction d'une «procédure de consultation démocratique» (l'enquête publique) rejetée par toute la population.

Le parti communiste s'est également manifesté : en soutenant le projet d'E.d.f, et en accompagnant ce soutien d'une véritable campagne de calomnie contre ses opposants, à la fois dans la presse locale et à travers les colonnes de l'*Humanité*.

Le Parti socialiste, enfin, a été présent dès le premier jour. A Quimper, à Cherbourg, à Plogoff. Aux côtés des populations.

Soutien sans équivoque

Jean Marie Kerloc'h, maire de la commune, est socialiste et nul ne conteste que sans son action, et celle de son conseil municipal, on ne parlerait pas aujourd'hui de «l'effet Plogoff». Le P.s a été le seul parti à envoyer ses représentants témoigner en faveur des manifestants interpelés : Marie Jacq pour Cleit Ansquer, Louis Le Pensec (lundi après-midi) pour les «neuf de Plogoff». Paul Quilès, secrétaire national est venu sur place s'informer et manifester le soutien de la direction du Parti.

Tous les élus socialistes étaient présents dimanche à la pointe du Raz, ou le parti avait installé un stand. Toutes les municipalités à direction socialiste de la région ont pris une position de soutien sans équivoque en faisant adopter une motion qui appuyait la lutte des riverains du site menacé, condamnait la répression policière et exigeait du gouvernement une révision de ses méthodes et de sa politique. Les socialistes Marie Jacq, Louis Le Pensec, Bernard Poignant, Armand Queravel, et d'autres, étaient au premier rang de la manifestation organisée (les communistes étaient absents) en fin de semaine par le Front progressiste culturel breton.

La manifestation de dimanche à la pointe du Raz a donc marqué pour les gens de Plogoff une première victoire, et le début d'une nouvelle phase dans leur lutte. Ils savent que, devant la mobilisation populaire, le pouvoir hésite mais ne renonce pas. et ils ont annoncé leur intention de poursuivre avec un programme de manifestations étalé sur les prochaines semaines. Les socialistes resteront à leur côté : «nous n'avons pas fini d'aller à Plogoff !» nous déclarait lundi matin Marie Jacq.

Nier l'action des socialistes dans ce combat à la faveur d'un amalgame grossier sur «les partis d'opposition» revient à propager une contre-vérité dangereuse pour ceux-là mêmes qui s'en font complaisament l'écho : tous ceux (dans les partis et hors les partis) que le mouvement écologiste a ralliés jusqu'ici par la noblesse de ses objectifs ne sauraient le suivre dans une campagne anti-partis d'inspiration poujadiste, trop ouvertement inspirée par la perspective de glaner des voix aux prochaines élections présidentielles.

La noire marée du ras le bol

(suite de la première page)

peut-être le double en tenant compte du découpage, particulièrement acéré, des côtes, des rus et rivières et des îles.

L'accident est devenu sinistre. Bien plus, et cela ne fait qu'aggraver le désespoir des «sauveteurs», chaque flot ramène un nouveau contingent de ce fuel n° 2, une sorte de bitume visqueux.

Ajoutons à cela qu'aujourd'hui a lieu la marée d'équinoxe, mouvement encore plus ample, qui d'une part remontera les résidus sur une plus grande hauteur de plage, et d'autre part peut apporter un peu plus de pétrole qu'on soupçonne de naviguer entre deux eaux.

Le professeur Glemarec, directeur de l'Institut des études marines à Brest, est formel : «on n'arrive pas à suivre». Les scientifiques complètent les états de référence, avant que la côte ne soit totalement atteinte. Le professeur Glemarec souhaite surtout que tout parvienne le plus vite possible à la côte, plutôt que cette succession de «marées». Car il est sûr que la côte n'est pas au bout de ses peines.

Qu'en est-il exactement de l'épave qui gît à trente milles au nord de Batz ? Le bureau VERITAS dément les allégations d'un ancien officier du Lorraine (devenu Tanio) selon lesquelles le navire n'était plus en état de naviguer. A La Spezzia (Italie), la bateau après de très importantes réfections, avait été reclassé à la cote 133 E, la cote supérieure.

Mais personne ne nie que le nettoyage des cuves à l'eau de mer entraîne une corrosion. Que cette corrosion permette que se



créent des fissures dans les cuves (qui, par 87 mètres de fond, subissent une très forte pression) n'est pas douteux.

Un fuel inattaquable

On sait aussi qu'avec une densité de 0,96 ce fuel n° 2 peut flotter entre deux eaux. Comme il n'existe aucun dispersant adapté, que, de plus, il ne peut être pompé du fait de sa viscosité, un plan Polmar-mer semble inutile, et tout finira par parvenir à la côte. Donc, la pollution n'est pas finie.

Tout cela, les Bretons en ont bien conscience. Le Theule leur a fait savoir que la publicité d'une enquête les déservirait, car, pour l'Amoco Cadiz, les avocats des compagnies américaines ont pris pour argument la commission d'enquête parlementaire. Celui qui affirmait : «Nous ne nions pas les responsabilités des pétroliers U.s, mais si les Français avaient réagi comme il le faut, on n'en serait pas là». De là, le ministre des Transports argue qu'il vaut mieux être discret.

Est-ce à dire que, si responsabilité il y a, on ne le saura jamais ? Et qu'éternellement les Bretons recevront leur paquet de pétrole, chaque fois renouvelé et inattaquable.

Les statistiques viennent de l'annoncer : la prochaine marée noire serait pour octobre 1981. Si d'ici là on n'a toujours rien fait. De quoi, en effet, se décourager.

RACISME A CHELLES

Jeudi 6 mars aux portes de la Cité scolaire. D'une camionnette banalisée, dont on a soigneusement caché le numéro d'immatriculation sortent une dizaine d'hommes armés de pioches et de grenades lacrymogènes. Objectif : matraquage des élèves. Enfin, pas tous les élèves : les nord-africains seulement.

Leur «petite fête» terminée, ils ont intercepté un car d'élèves qui se rendaient au Centre culturel. Même tabassage sélectif en faveur des «basanés».

En dehors de leur séance d'exercices pratiques, les excités barbouillent les murs de Chelles, Gagny, Villemomble d'inscriptions et d'affiches où on peut lire «Métèques dehors», «Immigrés dehors, votez P.f.n» etc...

C'est signé en quelque sorte. Mais, s'il y a enquête sur ces «ratonnades», elles n'aboutissent pas.

Cécile Goldet, sénateur, a néanmoins demandé au Ministre de l'Intérieur, s'il comptait faire quelque chose.

ELECTIONS CANTONALES PARTIELLES

Des résultats très encourageants

Les élections cantonnales partielles qui ont eu lieu le dimanche 16 mars, démentent beaucoup de sombres prévisions qui avaient été faites pour la gauche, aux analyses insuffisemment pondérées.

Certains croyaient pouvoir parler de net recul. Au contraire les résultats du P.s apparaissent très encourageant. Hier la gauche dans son ensemble a progressé de 0,15 point. Elle a ainsi répondu à Jacques Blanc, secrétaire général du Parti républicain, qui au cours du week end avait prédit une fois de plus un déclin de l'opposition. En moyenne le Parti socialiste progresse de 10 points, le P.c reculant lui, de plus de 10 points.

Au cours des 10 élections cantonales partielles des 2.9 et 16 mars, là ou les comparaisons peuvent être faite rigoureusement, si la gauche décline de 1,1 points, par rapport au niveau électoral le plus élevé de son histoire (mars 1979) c'est au recul du Parti communiste qu'elle le doit puisque ce dernier régresse de 3,8 points. Le P.s pour sa part progresse de 2,1 points.

La politique constante du P.s qui consiste à « tenir bon » sur la ligne qu'il s'est fixé et à « être lui même » dans ses réflections, dans ses propositions, dans ses actions, la statégie de rassemblement populaire autour du P.s porte ses fruits.

Au contraire l'attitude négative du P.c apparaît lourdement condamnée par une fraction croissante de son électorat qui demeure profondément unitaire. Quant aux 275 voix de gauche du premier tour qui ont manqué au candidat de communiste au second tour a Gagny (Seine-Saint-Denis) - au demeurant insuffisante pour la victoire - comment ne pas y voir malheureusement la conséquence des incéssantes et injustes attaques anti-socialistes de la direction du P.c.f ?

Paul Quilès

Résultats du deuxième tour

CREON (Gironde)

	Mars 1979		Mars 1980	
	1er tour	2e tour	1er tour	2e tour
Inscrits	15 252	15 250	18 018	
Exprimés	9 478	8 538	8 638	
Mouline (RI)	1 192			
Feuga (CNIP)			1 060	
Marchou (D.maj.)	1 545	2 709		
Korber (RPR)			2 008	3 597
Bastiat (Div. g.)	4 256	5 829		
Trupin (PS) **Elu**			3 291	6 079
Alloza (PC)	2 485		1 643	
Rey (SE)			112	
Rouzaud (écolo)			528	

Guy Trupin succède très facilement à Michel Bastiat, socialiste indépendant. Bon report des voix communistes malgré un communiqué de désistement résigné et très critique.

GAGNY (Seine-Saint-Denis)

	Mars 1979		Mars 1980	
	1er tour	2e tour	1er tour	2e tour
Inscrits	22 328	22 235	21 433	21 433
Exprimés	12 760	14 057	11 070	12 240
Favretto (PC)	4 539	7 032	4 024	5 907
Martin (PSU)			256	
Barbara (PS)	2 666		1 902	
Teulet (RPR) **Elu**	5 555	7 025	4 572	6 333
Delrieu (FN)			243	
Faure (PFN)			73	

Le candidat P.c avait gagné par sept voix en 1979. En chiffres absolus, perte très légère du report des voix de gauche.

FRONTON (Haute-Garonne)

	Mars 1979		Mars 1980	
	1er tour	2e tour	1er tour	2e tour
Inscrits	11 890	11 890	12 305	12 305
Exprimés	8 246	8 944	7 916	8 681
Mme Barthe (RPR)	1 684			
Tissonières (Div. maj.)	3 310	4 471	3 430	4 060
Bonhomme (PS) **Elu**	2 816	4 478	3 492	4 621
Siméon (PC)	1 436		994	

Louis Bonhomme augmente son avance sur le candidat majoritaire.

Résultats du premier tour

SAINT-REMY-EN-BOUZEMONT (Marne)

	Mars 1979		Mars1980
	1er tour	2e tour	1er tour
Inscrits	3 046	3 046	3 096
Exprimés	2 254	2 316	2 495
Jacquemin (Div.maj.)	449		
de Bouvet (UDF-CDS)	903	1 156	
Lallement (UDF)			729
Bouquet (PS) **Elu**	617	1 160	1 657
Poignan (PC)	285		109

Le candidat socialiste passe de 27,3 à 66,3 %. C'est un canton où le P.s s'implante avec dynamisme. Le P.c s'effondre de 12,6 à 4,3 %. La gauche passe de 40 à 70 %.

VERMAND (Aisne)

	Mars 1979		Mars1980
	1er tour	2e tour	1er tour
Inscrits	5 941	5 941	5 997
Exprimés	4 682	4 799	4 659
Billiot (Div. maj.)	513		
Delépine (sout. RPR)	1 642	2 340	2 258
Pierret (PS)	975		
Trocmé (PC) **Elu**	1 552	2 459	2 403

Pour sauver l'égalité des sièges au Conseil général, le P.s a proposé une candidature unique tant à Vernand qu'à Laon, autre canton invalidé.

Par rapport à 1979, le candidat P.c élu, progresse légèrement. L'Union de la gauche reste donc populaire, là oú elle se réalise.

REIMS VII (Marne)

	1976		Mars 1980
	1er tour	2e tour	1er tour
Inscrits	15 382		19 318
Exprimés	8 691	8 314	7 206
Perchon (s.e.)	30		
Faivre (Ri)	1 916	2 677	330
Roze (Udf)		792	
Legros (Rpr)		842	
Thornassey (Mrg)		67	
Voisin (Ps)	3 328		2 844
Tys (Pc)	3 417	5 637	
Derryche (Pc)		2 331	

Le P.s passe de 38,2 à 39,4, devant le communiste qui baisse de 39,3 à 32,3.

En dépit du très bon score réalisé par le P.s en 1979 il progresse encore. Il n'est pas impossible qu'une partie de l'électorat communiste se soit abstenu.

FONTAINE-LE-DUN (Seine-Maritine)

	Mars 1979	Mars 1980	
	1er tour	2e tour	1er tour
Inscrits	3 369	3 366	3 416
Exprimés	2 698	2 870	2 702
Bennetot (Udf-Pr)	1 289	1 440 (réélu)	1 304
Ducroix (Ps)	873	1 430	1 192
Aligny (Pc)	536		
Hue (Pc)			150
Marie (Mrg)			56

Le P.s passe de 32 à 44 %, alors que le P.c baisse de 20 à 5,5 %. La gauche est majoritaire au premier tour, comme elle l'était en 1979 mais le second tour sera très serré.

Abonnez-vous à RIPOSTE
Il vous en coûte à peine 21 F. par mois

Télé-P.S.

BONJOUR LES BOUCHES-DU-RHONE, SECTIONS 011 à 014,

VOICI RIPOSTE, À L'ESSAI POUR UNE SEMAINE.

LISEZ-LE, JUGEZ-LE... ET ABONNEZ-VOUS !



La ligne Carter-Barre

Devant la crise, l'inefficacité du pouvoir

Fini de jouer. La partie de cache-cache que livre depuis quelques mois la récession aux économies occidentales. Oui ! Le ralentissement économique va être sensible. Oui hélas ! Il va encore gonfler le nombre des chômeurs (qui a encore progressé de près de 1% en février).

Le témoin le plus sensible de ce changement de cap reste l'or. Bien que détachés de toute réalité, les cours de l'or témoignent des anticipations des grands opérateurs internationaux. Et les coups de baisse que ceux-ci viennent d'infliger au métal jaune signifient en langage codé que l'heure de la fuite en avant inflationniste est passée et que s'annonce celle de la récession.

En fait ce sont les fabuleuses progressions des taux d'intérêts qui sont venus à bout des anticipations. Les détenteurs de liquidités ont été en quelque sorte asphixiés par le coût prohibitif de l'argent. Et d'un coup, malgré une tension internationale à peine apaisée, ils ont changé leur fusil d'épaule.

Message reçu «cinq sur cinq» sur les autres marchés. Sur ceux des matières premières dont les cours accusent brutalement le choc. Sur les marchés boursiers aussi qui, Wall-Street en tête, affichent désormais la morosité.

Dans ces conditions, la bataille des mots à laquelle Raymond Barre paraît se complaire n'a plus grand sens. Plutôt que d'accuser on ne sait quel esprit malin de noircir le tableau, le premier ministre devrait plutôt s'occuper d'atténuer la vague récessioniste. Un impératif qu'il ne respectera pas. Puisque tenant de l'économie libérale il voit probablement dans la récession une sorte de purge à l'inflation.

Tout comme Carter dont le nouveau plan, trop tardif et tout entier axé sur les aspects monétaristes de l'inflation risque de précipiter la chute de l'économie américaine sans pour autant peser de façon déterminante sur l'inflation.

Economie rétro

Parallélisme Carter-Barre : la volonté de réduire les dépenses publiques désignées par tous ces libéraux comme le bouc émissaire de toutes les difficultés.

Drôle de démarche qui fait immanquablement penser aux néo-libéraux des années trente qui jugeaient que l'indemnisation du chômage - bien faible à l'époque - était la responsable du chômage grandissant en Grande-Bretagne. Et qui qualifiaient de «joyeux rigolo» un certain John Maynard Keynes dont le culot allait jusqu'à préconiser une accentuation de l'intervention publique.

Le contexte n'est évidemment pas le même. Et les remèdes non plus. N'empêche que cette idéologie de restrictions budgétaires parait singulièrement inadaptée à la conjoncture. Un conjoncture marquée par la défiance généralisée des agents économiques vis à vis de l'avenir. Ils «préfèrent le présent». Plus que jamais «un tiens vaut mieux que deux tu l'auras». En ce sens, la crise économique appelle un projet politique d'envergure.

Couper dans les dépenses publiques, quite à manifester quelques gentillesses pour le contribuable, peut rapporter quelques voix. Ce n'est pas cela qui remettra l'économie sur ses rails. Ni aux Etats-Unis, ni en France.

Bulle

«Nous sommes entre nous» a déclaré le Garde des Sceaux en ouvrant le 15 février dernier la séance de travail qu'il dirigeait à la Cour d'appel de Reims. A l'ordre du jour de cette séance aussi studieuse que solennelle : les affaires intérieures de la Chancellerie de la région Champagne. Comme pour répondre à l'invite ministérielle, les magistrats présents ont donc parlé sans fard de leurs petites et grandes misères.

Quelle ne fut pas leur surprise, que fut grand leur émoi, en lisant le compte-rendu tordu qu'en fit Paris-Match par la plume de Jean Cau. Le «journaliste spécialisé dans l'ironie démagogique» avait assisté, de bout en bout, à la réunion ministre-magistrats champenois. Et il avait pu le faire parce que présenté par Peyrefitte comme étant un haut fonctionnaire de la Place Vendôme.

Le procédé est fourbe ? Il ne surprend pas, venant de qui il vient.

Mais il éclaire de belle manière les déclarations vertueuses, les rappels à l'ordre réglementaire et autres sanctions prises par le Ministre pour manquement à l'obligation de réserve imposée à ses magistrats.

Peyrefitte continue de s'occuper, à sa manière, du bon fonctionnement de la Justice. Il a malheureusement, la transparence... choisie.

Chômeurs : leur nombre augmente

Selon le ministère du Travail, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,8 % en février, atteignant le chiffre de 1.390.700 chômeurs.

Pour le C.g.t, au sens de la définition du bureau international du travail, ce nombre est de 1.912.287.

Le syndicat précise que l'Etat ôte de ses statistiques les chômeurs de plus de soixante ans qui bénéficient de la garantie de ressources.

Riposte : un journal nécessaire pour les cadres, utile pour les militants

A Tourouvre (Orne)

Le disque ne tourne plus rond

A.r.e.a.c.e.m, à Tourouvre (Orne) est occupée depuis 10 jours par ses 350 salariés, tous licenciés. Cette fabrique de disques emploie aussi 60 personnes dans l'Eure, et 90 à Choisy-le-Roi.

A.r.e.a.c.e.m a été mise en règlement judiciaire le 15 novembre 1979. Un administrateur a été nommé. Déjà, en janvier de la même année, 55 salariés avaient été licenciés à Tourouvre. Syndiqués à 30 % (C.f.d.t, C.g.c, et F.o, mais ces deux derniers syndicats ne participent pas au conflit actuel), les ouvriers de Tourouvre tentent depuis dix jours de populariser leur lutte.

Opération ville morte

Ils ont organisé, la semaine dernière, une journée portes ouvertes et la petite ville (2000 habitants) est devenue, pendant 24 heures, ville morte. Un comité de soutien qui comprend toutes les organisations de gauche - sauf le P.c - s'est constitué.

Car dans ce département défavorisé au plan industriel, et tout particulièrement dans cette région agricole de l'Aigle et de Mortagne, l'enjeu est de taille : quand une entreprise ferme il est impossible de retrouver du travail. Et de source préfectorale, il n'y a aucune implantation industrielle nouvelle à l'horizon : les élus de droite comme les pouvoirs publics ne voient dans le Perche que verts herbages pour les Weeks-ends des parisiens.

A l'A.r.e.a.c.e.m, la C.f.d.t est inquiéte. Lors d'une réunion le 13 mars, de tout le personnel, l'administrateur n'a pu faire que de très vagues promesses : l'usine qui fabriquait 35 millions de disques pourraient en sortir 20 millions avec réembauchage de 120 personnes.... Encore faudrait-il trouver un acheteur. Jusque là, tous se sont récusés. Sauf un. Mais les banques et l'administration lui fourniront-elle l'aide nécessaire ?

Faire céder les pouvoirs publics

On peut être pessimiste si l'on partage les doutes des délégués syndicaux quant à l'attitude de l'administrateur : depuis le 15 novembre il n'aurait guère cherché à retenir les clients qui, sans bruit, sont partis les uns après les autres.

Il n'empêche que les licenciés et le Comité de soutien compte bien que leur action fera céder ministère et administration préfectorale dont, en fin de compte, tout dépend !

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.